

plus élevé de l'impôt des Canadiens bien nantis. Ensuite, accablé par les critiques des conservateurs et les pressions exercées par les grandes entreprises et les banques, le gouvernement a fait marche arrière. Aujourd'hui, la plupart des échappatoires ont été rétablies, mais le taux d'imposition des riches est demeuré à son niveau réduit. Il s'agit là d'un dégrèvement fiscal de plus d'un milliard de dollars pour les contribuables les plus riches du Canada. Par contre, on limite l'indexation fiscale à 6 et 5 p. 100 et on augmente de 40 p. 100 les primes d'assurance-chômage. Ces deux mesures dépourraient les simples travailleurs de la somme rondelette de 3 milliards et demi de dollars. Qu'on vienne me dire maintenant que les mêmes sacrifices sont demandés à l'ensemble des Canadiens.

Ou encore ceci: en novembre dernier, le gouvernement a réduit de 5.7 milliards de dollars les subventions qu'il accorde aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire. A peine quelques mois plus tard, le gouvernement libéral, avec l'appui de ses alliés conservateurs, se targue de renflouer les sociétés pétrolières en leur accordant 6 milliards et demi de dollars par le biais du Programme d'encouragement du secteur pétrolier. Pour les soins de santé et l'enseignement ce sont les vaches maigres, et les vaches grasses pour les sociétés pétrolières!

Voilà le genre de programme économique qui inspire Conservateurs et Libéraux. Et peu importe le parti auquel ils appartiennent, ils sautent sur la moindre occasion pour reprocher au simple citoyen son manque de productivité et pour s'attaquer à nos programmes sociaux, mais jamais ils n'ouvrent la bouche pour critiquer les décisions prises par les grandes entreprises en matière d'investissements. Et pourtant même la revue «Harvard Business Review» ne s'est pas gênée pour critiquer les dirigeants d'entreprise qu'elle accuse de ne rechercher que le profit immédiat sans songer à l'avenir.

Les conservateurs et les libéraux font bloc pour sabrer dans le revenu des simples citoyens et pour réduire des milliers de gens à la misère. Et quand l'un d'eux ose dire que peut-être nos chevaliers d'industrie n'ont pas tellement à cœur le bien du pays, il est rapidement rappelé à l'ordre. C'est sur la confiance dans les décisions prises dans les officines des grandes entreprises et dans l'aptitude du marché à nous sortir du gâchis actuel que repose toute la pensée économique des Libéraux et des Conservateurs. Comme l'a fait remarquer mon chef lorsqu'il a parlé du mini-budget présenté par le ministre des Finances (M. Lalonde), nous sommes en 1982 et non pas en 1932; les Libéraux et les conservateurs n'ont pas appris grand-chose de la dépression. Ils tiennent à conserver les mythes qu'ils cultivent relativement à l'entreprise privée refusant d'admettre, comme l'ont fait la plupart des gouvernements européens et les Japonais, que les sociétés ne peuvent s'en remettre au capitalisme primaire et à la loi de la jungle pour assurer leur croissance et leur stabilité économiques.

Si le gouvernement fait aveuglement confiance au Canadien Pacifique et à la Banque Royale pour nous sortir de la récession, à quoi alors serviront les 6 et 5 p. 100? En réalité, le programme des 6 et 5 p. 100 est politique, non économique. Je suis sûr que la plupart de nos vis-à-vis espèrent que ce programme sera leur planche de salut politique. Je leur souhaite bonne chance. Car l'économie ne cesse de se détériorer en dépit des doses d'austérité fiscale et monétaire que lui injecte le gouvernement libéral. Cette année par exemple, plus de 34,000 entreprises et particuliers ont déclaré faillite et notre pays

### *Prestations de retraite supplémentaires—Loi*

compte, officiellement du moins, plus d'un million et demi de chômeurs. Devant ce désastre, le gouvernement songe à laisser libre cours à la libre entreprise, en octroyant des garanties comme celles qu'il a offertes à la Dome; il avait besoin d'un programme qui donnerait l'illusion d'une offensive contre l'érosion des revenus des pauvres et des classes moyennes. Tel est l'objectif de ce programme. De toute évidence, on y songeait depuis un certain temps.

L'an dernier, grâce à un document obtenu par mon chef, nous avons appris que le gouvernement souhaitait ce qui suit:

Il serait utile d'adopter un programme de consultation et de relations publiques dont l'objet serait de modifier les attitudes et les attentes du public, et comme principal avantage, le programme serait perçu comme une offensive du gouvernement contre l'inflation.

Comme nous le savons, la pièce maîtresse du programme est le contrôle des traitements des fonctionnaires. S'en prendre aux syndicats, surtout aux syndicats de la Fonction publique, est de bonne guerre dans les conseils d'administration, et le programme des 6 et 5 p. 100 était ce qu'attendaient ces conseils pour passer à l'action. De l'aveu même du gouvernement, ce ne sont pas les traitements qui causent l'inflation. Voici un autre extrait du même document:

Contrairement à ce qui se passait en 1975, ce ne sont pas les hausses salariales qui alimentent l'inflation puisque les salaires réels diminuent depuis quatre ans.

Le gouvernement excroque les Canadiens avec le programme des six plus cinq. Il compte sur la disposition naturelle du Canadien moyen à partager et à se sacrifier pour améliorer le sort de tous. Mais la «bande» qui siège en face a été assez fûtée pour dissimuler les transferts de richesses prises aux pauvres que cette escroquerie entraîne au bénéfice des riches. Car révéler cela, ce serait saper les effets promotionnels qu'il attend de ce programme.

Alors qu'il s'attaque au niveau de vie des fonctionnaires, des mères et des retraités, le gouvernement met le paquet pour faire avaler ce programme comme une bonne nouvelle. La semaine dernière j'ai reçu comme tous les autres députés une jolie reliure de promotion expédiée par le comité Davey et Joyal à propos du programme des six plus cinq. C'est bien combiné, parce que cela évite l'accusation de partisanerie en évitant de mentionner nommément le parti libéral du Canada. Mais par le fond elle ne diffère pas de la reliure d'information stratégique du parti libéral que le comité a distribuée aux ministres et aux députés gouvernementaux l'été dernier.

Cet élégant document, qui compte 150 pages en tout, vante longuement les mérites du programme aux Canadiens moyens en mobilisant l'appui des grosses entreprises. Comme nous le savons tous, les grosses entreprises s'écrasent pour adhérer aux six plus cinq, comme une vague de lemmings qui se précipitent dans la mer. Freiner les hausses salariales, saper les programmes sociaux d'État, rien ne saurait mieux plaire aux généraux d'entreprises.

**M. Murphy:** Comme aux conservateurs et aux libéraux.

**M. Sargeant:** Oui, le député de Churchill a raison. Le sénateur Davey et le secrétaire d'État (M. Joyal) sont fiers de ne pas avoir dépassé les \$100,000 avec leur budget de promotion des six plus cinq. Mais la majorité des Canadiens estiment que ces \$100,000 auraient pu tout aussi bien aller à l'achat de plantes pour les bureaux de l'administration.

Le programme gouvernemental des six plus cinq, c'est du bidon. C'est une chose qui ne peut manquer de recevoir l'appui